

## ARRETE

## Article 1

Est retiré rétroactivement, l'Arrêté ministériel n° 464 bis/CAB/MIN/AFF.FONC/2018 du 28 décembre 2018 portant reprise au domaine privé de l'Etat pour déchéance des droits, la parcelle n° 1069 du plan cadastral de la Commune de Limete, Ville Province de Kinshasa. En conséquence, la parcelle n° 1069 du plan cadastral de la Commune de Limete est rétablie dans sa situation d'avant l'Arrêté illégal ici retiré rétroactivement.

## Article 2

Le Conservateur des titres fonciers et immobiliers de la circonscription foncière de Limete est requis aux fins de :

- Recevoir le présent Arrêté dans ses livres et journaux appropriés ;
- Annuler en conséquence tous les actes ayant été pris dans le sillage de l'Arrêté rétroactivement retiré ;
- Reconstituer la situation antérieure de la parcelle n° 1069 du plan cadastral de la Commune de Limete avant l'intervention de l'Arrêté rétroactivement retiré.

## Article 3

Le Secrétaire général aux Affaires Foncières, le Conservateur des titres fonciers et immobiliers ayant la circonscription foncière de Limete dans son ressort sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui sort ses effets à la date de sa signature.

Ainsi, fait à Kinshasa, aux jour, mois et an que dessus.

Aimé Sakombi Molendo

## GOUVERNEMENT PROVINCIAL

## Gouvernorat de Kwilu

**Arrêté provincial n°21/090/CAB/PROGOU/WIA/KLU/2021 du 16 décembre 2021 portant confirmation des dispositions du projet d'Edit budgétaire de la Province du Kwilu pour l'exercice 2022**

*Le Gouverneur de Province,*

Vu la Constitution de la République Démocratique du Congo telle que modifiée à ce jour, par la Loi n°11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution du 18 février 2006, spécialement en ses articles 3 alinéa 1er ; 195 ; 196, 198, 203 et 204 ;

Vu la Loi organique n°08/016 du 07 octobre 2008 portant composition, organisation et fonctionnement des Entités Territoriales Décentralisées et leurs rapports avec l'Etat et les Provinces ;

Vu la Loi organique n°15//006 du 25 mars 2015 portant fixation des limites des Provinces et celles de la Ville de Kinshasa, spécialement en son article 15 ;

Vu la Loi organique n°16//001 du 03 mai 2016 fixant l'organisation et le fonctionnement des services publics du pouvoir central, des Provinces et des entités territoriales décentralisées ;

Vu la Loi n°08/012 du 31 juillet 2008 portant principes fondamentaux relatifs à la libre administration des Provinces ; spécialement en ses articles 22, 23, 28, 29, 48 et 49 ;

Vu la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques spécialement à ses articles 182 et 188 alinéa 1 ;

Vu l'Ordonnance-loi n° 18/004 du 13 mars 2019 fixant la nomenclature des impôts, droits, taxes et redevances de la Province et de l'Entités Territoriales Décentralisées ainsi que les modalités de leur répartition ;

Vu l'Ordonnance présidentielle n°19/039 du 9 avril 2019 portant investiture du Gouverneur et du Vice-gouverneur de la Province du Kwilu ;

Vu le Décret n°13/050 du 6 novembre 2013 portant Règlement général sur la comptabilité p ;

Vu la Circulaire n°001/CAB/ME/MIN.BUDGET/2021 du 11 juin 2021 contenant les instructions relatives à l'élaboration de la Loi de finances pour l'exercice 2022 ;

Vu l'Arrêté provincial n°21/055/CAB/PROGOU/WIA/KLU/2021 du 12 octobre 2021 modifiant et complétant l'Arrêté provincial n°19/008/CAB



/PROGOU/WIA/KLU/2019 du 12 juin 2019 portant nomination des Ministres provinciaux du Kwilu ;

Vu l'Arrêté provincial n°21/056/CAB/PROGOU/WIA/KLU/2021 du 12 octobre 2021 modifiant et complétant l'Arrêté provincial n°19/009/CAB/PROGOU/WIA/KLU/2019 du 12 juin 2019 portant nomination des Commissaires généraux ;

Vu l'Arrêté provincial n°058/CAB/PROGOU/WIA/KLU/2021 du 12 octobre 2021 modifiant et complétant l'Arrêté provincial n°21/010/CAB/PROGOU/WIA/KLU/2019 du 12 juin 2019 portant nomination d'un Secrétaire général et d'un Secrétaire général adjoint ;

Vu l'Arrêté n°022 bis/CAB/PROGOU/KLU/WIA/2020 du 15 juin 2019 portant attributions des Ministères et commissariats du Gouvernement provincial,

Vu l'Arrêté provincial n°19/0014/CAB/PROGOU/WIA/KLU/2019 du 12 juin 2019 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement provincial de la Province du Kwilu ;

Vu le Communiqué officiel n°19/ASS/PROV/KLU/BUR.RAP/2021 du 20 novembre 2021 ordonnant la fermeture de tous les Bureaux de l'Assemblée provinciale du 22 au 24 novembre 2021 sans aucun service minimum organisé ;

Considérant les manœuvres dilatoires organisées par le Bureau de l'Assemblée provinciale et le refus délibéré de réceptionner le projet d'Edit budgétaire pour l'exercice 2022 déposé dans le délai légal par le Gouvernement provincial en date du 19 novembre 2021.

Considérant le dépôt du projet d'Edit budgétaire exercice 2022 par voie postale en date du 19 novembre 2021 et par voie d'Huissier de justice de la cour d'appel du Kwilu le 22 novembre 2021 ;

Attendu que jusqu'à ce jour 16 Décembre 2021, l'Assemblée provinciale n'a pas pu adopter le projet d'Edit budgétaire exercice 2022, du reste déposé dans le délai, et qu'il faille doter la Province du Kwilu d'un Budget pour l'exercice 2022, conformément à la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux Finances publiques spécialement à ses articles 182 et 188 alinéa 1 ;

Sur proposition des Ministres provinciaux ayant en charge le Budget et les Finances dans leurs attributions ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

Vu la nécessité et l'urgence,

## ARRETE

### Titre I : Du budget général

#### Article 1

Le présent Arrêté vise à confirmer les dispositions du projet de l'Edit Budgétaire de la Province du Kwilu, exercice 2022, déposé à l'Assemblée provinciale, conformément aux articles 182 et 188 alinéa 1er de la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux Finances Publiques.

Il fixe le Budget de la Province du Kwilu pour l'exercice 2022 en déterminant de manière générale la part des recettes à caractère national, des recettes propres et la quotité des recettes d'intérêt commun allouées aux entités territoriales décentralisées conformément à la Constitution et à la Loi relative aux finances publiques.

#### Article 2

Le Budget de la province du Kwilu pour l'exercice 2022 est élaboré en équilibre en recettes et en dépenses à CDF 193.024.974.649 (Francs congolais cent nonante-trois milliards vingt-quatre millions neuf cent septante-quatre mille six cent quarante-neuf) dont en CDF 14.200.641.414 (Francs congolais quatorze milliards deux cents millions six cent quarante et un mille quatre cent quatorze) représentant les recettes propres de la province, soit 7,3% des recettes du budget général.

### Titre II : Des allocations budgétaires

#### Article 3

Les recettes courantes de la province sont prévues à CDF 153.030.234.963 (Francs congolais cent cinquante-trois milliards trente millions deux cent trente-quatre mille neuf cent soixante-trois).

Elles comprennent les recettes énumérées aux articles 6, 7 et 8 du projet de l'Edit y relatif.

#### Article 4

La quotité des recettes à caractère national allouée à la Province, est évaluée à CDF 138.829.593.549 (Francs congolais cent trente-huit milliards huit cent vingt-neuf millions cinq cent nonante-trois mille cinq cent quarante-neuf).

#### Article 5

Les recettes propres de la Province pour l'exercice 2022 s'élèvent à CDF 14.200.641.414 (Francs congolais quatorze milliards deux cent millions six cent quarante et un mille quatre cent quatorze) et sont ventilées conformément aux articles 8, 9 et 10 du projet de l'Edit.



## Article 6

Les impôts et taxes provinciaux d'intérêt commun pour l'exercice 2022 sont évalués à CDF 5.291.850.990 (Francs congolais cinq milliards deux cent nonante-et-un millions huit cent cinquante mille neuf cent nonante).

## Article 7

Les impôts et taxes spécifiques de la province sont évalués pour l'exercice 2022 à CDF 5.807.275.424 (Francs congolais cinq milliards huit cent sept millions deux cent septante-cinq mille quatre cent vingt-quatre).

## Article 8

Les recettes administratives rattachées aux actes générateurs dont la décision relève de la Province sont évaluées pour l'exercice 2022 à CDF 3.101.515.000 (Francs congolais trois milliards cent un millions cinq cent quinze mille).

## Article 9

Les recettes en capital pour l'exercice 2022 sont de l'ordre de CDF 33.791.367.345 (Francs congolais trente-trois milliards sept cent nonante-et-un millions trois cent soixante-sept mille trois cent quarante-cinq).

Elles sont constituées essentiellement des ressources provenant de la caisse nationale de péréquation.

## Article 10

Les recettes exceptionnelles pour l'exercice 2022 sont de l'ordre de CDF 6.203.372.341 (Francs congolais six milliards deux cent trois millions trois cent septante-deux mille trois cent quarante-et-un).

Elles sont constituées des subventions aux services déconcentrés et des produits des emprunts.

## Article 11

Les dépenses du budget général de l'exercice 2022 sont arrêtées à CDF 193.024.974.649 (Francs congolais cent nonante-trois milliards vingt-quatre millions neuf cent septante-quatre mille six cent quarante-neuf).

Elles sont constituées des dépenses courantes et des dépenses en capital.

Les dépenses courantes sont composées des titres ci-après :

## Article 12

La dette intérieure est estimée à CDF 1.457.929.158 (Francs congolais un milliard quatre cent cinquante-sept millions neuf cent vingt-neuf mille cent cinquante-huit).

## Article 13

Les frais financiers sont de l'ordre de CDF 325.848.491 (Francs congolais trois cent vingt-cinq millions huit cent quarante-huit mille quatre cent nonante-et-un).

## Article 14

Les dépenses de personnel sont arrêtées à un montant de CDF 96.075.481.860 (Francs congolais nonante-six milliards septante-cinq millions quatre cent quatre-vingt-un mille huit cent soixante).

## Article 15

Les biens et matériels sont chiffrés à CDF 872.531.545 (Francs congolais huit cent septante deux millions cinq cent trente-et-un mille cinq cent quarante-cinq).

## Article 16

Les dépenses de prestations sont prévues à CDF 2.142.847.432 (Francs congolais deux milliards cent quarante-deux millions huit cent quarante-sept mille quatre cent trente-deux).

## Article 17

Les transferts et interventions de la province sont chiffrés à CDF 15.927.314.196 (Francs congolais quinze milliards neuf cent vingt-sept millions neuf cent quatorze mille cent nonante-six).

Les dépenses en capital sont composées des titres ci-après :

## Article 18

Les équipements sont évalués à CDF 24.423.228.493 (Francs congolais vingt-quatre milliards quatre cent vingt-trois millions deux cent vingt-huit mille quatre cent nonante-trois).

## Article 19

La construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrages et d'édifices, Acquisition Immobilière sont chiffrées à CDF 51.799.793.474 (Francs congolais cinquante-et-un milliards sept cent nonante-neuf millions sept cent nonante-trois mille quatre cent septante-quatre).

## Titre III : Des dispositions spécifiques

## Article 20

Le Cabinet du Gouverneur, les Ministères et le Secrétariat du général sont considérés comme des

sections en ce qui concerne les autorisations des dépenses inscrites en leur faveur.

Le Gouverneur de Province, les Ministres, les Commissaires généraux, le Secrétaire du général du Gouvernement engagent leurs services respectifs.

#### Article 21

Sont considérées comme charges communes et centralisées au Ministère provincial du budget, les dépenses suivantes :

- Carburant et lubrifiant ;
- Communication et télécommunications ;
- Location satellite ;
- Alimentation en eau ;
- Alimentation en énergie électrique ;
- Entretien des matériels et d'équipements ;
- Réparation des matériels et d'équipements ;
- Location immobilière ;
- Frais d'assurances ;
- Commission bancaire ;
- Frais médicaux et pharmaceutiques ;
- Frais funéraires.

#### Article 22

Le Ministre ayant le Budget dans ses attributions ou son délégué est le contrôleur général du Budget.

A ce titre :

- Il autorise les engagements des dépenses ;
- Il liquide par un visa préalable toutes les dépenses engagées ;
- Il donne son visa préalable sur tout projet de décision, de convention ou d'acte administratif ou toute autre opération susceptible d'avoir une incidence sur les recettes ou les dépenses ;
- Pour un suivi efficace et une meilleure appréciation du plan d'engagement et de trésorerie, il reçoit quotidiennement à travers le Ministre des Finances, la situation des versements ainsi que des décaissements du compte général du trésor provincial et des sous comptes.

#### Article 23

Le Ministre ayant les Finances dans ses attributions, en sus de sa qualité d'Ordonnateur de son Ministère, est l'Ordonnateur général des Finances.

A ce titre, il ordonnance et autorise le paiement des dépenses.

#### Article 24

Conformément aux dispositions de la loi relative aux Finances Publiques, tout gestionnaire des crédits (Président de l'Assemblée provinciale, Gouverneur de Province et Ministres) est personnellement responsable des engagements effectués en violation des dispositions légales, réglementaires ou en dépassement des crédits qui lui sont alloués par la loi.

#### Article 25

Les services générateurs des recettes transmettront mensuellement par le biais de leurs Ministères de tutelle, les comptabilités de droits constatés ; il en est de même de la régie financière.

Aucun paiement ne peut s'effectuer sans engagement ni ordonnancement préalables.

Tout marché public doit être exécuté conformément aux dispositions légales et réglementaires en la matière, notamment en ce qui concerne les seuils réglementaires.

#### Article 26

Le Gouvernement provincial est tenu de rétrocéder mensuellement à chaque ETD la part des recettes qui lui revient conformément la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux Finances Publiques.

#### Article 27

Le Gouvernement provincial met à la disposition de l'Assemblée provinciale, pour son fonctionnement, une dotation de 40% des recettes propres, après déduction de 30% destiné aux investissements et 40% des recettes d'intérêt commun à transférer aux ETD ainsi que la rétrocession à la DGREK et services d'assiette.

#### Article 28

Il est strictement interdit d'exécuter une dépense non préalablement inscrite dans le budget.

#### Article 29

Conformément à la Constitution, spécialement à ses articles 171, 203 point 7, 204 point 5 et 16 ainsi qu'à l'Ordonnance-loi n°18/004 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des Impôts, droits, taxes et redevances de la Province et des Entités Territoriales décentralisées ainsi que les modalités de leur répartition, il est établi et perçu à titre de taxe conventionnelle pour la reconstruction :

N°	Libellé
1.	Evacuation des produits agricoles, pêches, chasses et ramassages (vers autre province)
2.	Evacuation des bois : grumes et bois sciés (vers autre province)
3.	Circulation ou transfert de boissons alcooliques locales (Lotoko - Aguene)



## Article 30

En attendant l'Edit portant les modalités de perception des recettes de la Province du Kwilu, la Direction Générale des Recettes du Kwilu (DGREK), pour la perception des recettes fiscales et non fiscales, fait recours aux dispositions de la Loi n°004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales telle que modifiée et complétée à ce jour et l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales telle que modifiée et complétée à ce jour, ainsi qu'aux autres textes réglementaires en la matière.

## Titre IV. Des dispositions finales

## Article 31

Les dispositions du projet d'Edit budgétaire pour exercice 2022 confirmées par le présent Arrêté entrent en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

## Article 32

Le présent Arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Bandundu, le 16 décembre 2021.

Hon. Willy Itsundala Asang

Honorable Robert Dinsondi Makelele

Ministre provincial du Budget

Honorable Mitete Mutumbu Sterling Papy

Ministre provincial des Finances, Economie et Commerce

## COURS ET TRIBUNAUX

## ACTES DE PROCEDURE

## Ville de Kinshasa

## Acte de notification d'un arrêt

## R.const. 1187

L'an deux mille vingt et un, le vingt deuxième jour du mois de janvier ;

A la requête de Monsieur le Greffier en Chef de la Cour Constitutionnelle ;

Je soussigné, Jean Paul Mutombo, Huissier près la Cour constitutionnelle ;

Ai notifié au :

1. Journal officiel de la République Démocratique du Congo à Kinshasa/Gombe, l'arrêt rendu en date du 22 décembre 2020 par la Cour constitutionnelle dans l'affaire R.const 1187 ;

Et pour que le notifié n'en ignore, je lui ai ;

Etant à ses bureaux ;

Et y parlant à Madame Kaniki Kazadi, chargé des insertions, personne majeure, ainsi déclarée ;

Laissé copie de mon présent exploit ainsi que celle de l'arrêt.

Dont acte	coût...FC	Huissier
-----------	-----------	----------

## Arrêt

## R.const. 1187

La Cour constitutionnelle, siégeant en matière de contrôle de constitutionnalité, a rendu l'arrêt suivant :

Audience publique du vingt-deux décembre deux mille vingt ;

En cause : Exception d'inconstitutionnalité soulevée par Monsieur Zogbali Patrice dans la cause RPA 20.431 pendant devant le Tribunal de Grande Instance de Kinshasa/Gombe ;

Comparaissant à l'audience publique du 04 février 2020, le cité Zogbali soulevant, par le biais de son Avocat Maître Ngandu l'exception d'inconstitutionnalité dans la cause inscrite sous RPA 20.431 pendant devant le Tribunal de Grande Instance de Kinshasa/Gombe pour violation de l'article 19 de la Constitution qui garantit le droit de la défense ;

Ainsi ledit tribunal décréta la surséance et saisit la Cour constitutionnelle sous R.const 1187 aux fins de statuer sur ladite exception ;

Par son ordonnance signée le 18 décembre 2020, Monsieur le président de cette cour fixa la cause à l'audience publique du 22 décembre 2020 ;